

Algérie/Troubles

Dernier vendredi de manifestations avant la rentrée

AFP
Alger/Algérie

Après avoir réussi à maintenir la pression dans la rue durant tout l'été, les Algériens manifestent pour le dernier vendredi avant la rentrée, à l'occasion de laquelle les protestataires espèrent remobiliser massivement.

AU 28e vendredi consécutif de manifestations dans le pays, l'Algérie est toujours dans l'impasse, avec deux camps arc-boutés sur des positions inconciliables. D'un côté la rue, qui a réussi à maintenir la mobilisation --toujours pacifique-- malgré la chaleur et les vacances. De l'autre, le pouvoir incarné par le haut commandement militaire qui a pris de facto les commandes depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika. Le pouvoir intérimaire refuse toute autre solution de sortie de crise qu'un

scrutin présidentiel pour élire son successeur. Le "Hirak", le mouvement de contestation inédit né le 22 février, rejette, lui, tout scrutin organisé par ceux ayant soutenu le chef de l'Etat déchu durant ses 20 ans de présidence. "Y en a marre des généraux!", "A bas le régime militaire!", scandent vendredi les manifestants à Alger. Des marches se déroulent dans plusieurs autres villes du pays, selon les sites d'information et les réseaux sociaux. "Le peuple veut une période de transition", réclament également les protestataires, réitérant leur exigence de voir les anciens fidèles de M. Bouteflika quitter le pouvoir, en tête desquels l'actuel président par intérim Abdelkader Bensalah et le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah. Lundi, ce dernier a estimé "impératif d'accélérer" les préparatifs de l'élection présidentielle qui doivent commencer "dans les semaines à venir". Contraint, faute de candi-



Les Algériens manifestent pour le dernier vendredi avant la rentrée, à l'occasion de laquelle les protestataires espèrent remobiliser massivement.

dats sérieux, d'annuler le scrutin initialement prévu le 4 juillet, le pouvoir a mis sur pied sur une "Instance nationale de dialogue" chargée de consulter et de proposer des modalités garantissant la sincérité du scrutin.

Mais cette instance, dirigée par l'ex-président de la Chambre basse Karim Younès, peine à asseoir sa légitimité auprès du "Hirak" qui accuse les anciens fidèles de M. Bouteflika d'avoir organisé la fraude électorale durant

20 ans et ne voient dans ce scrutin qu'un moyen pour le "système" de se maintenir au pouvoir. "C'est le 28e vendredi et le peuple est encore dans la rue pour réclamer le départ d'Ahmed Gaïd Salah. Il rejette aussi le dialogue mené par Karim Younès", souligne Saïd, employé de 54 ans qui manifeste à Alger, où l'affluence semblait plus forte qu'en juillet et août. Selon Mohamed Mansour, commerçant de 54 ans, "nous avons assuré la +permanence+ durant l'été mais à la rentrée, avec le retour de ceux qui sont partis en vacances, la mobilisation va reprendre de plus belle". Si l'armée a rejeté les "mesures d'apaisement" réclamées par "l'instance de dialogue" pour faciliter les discussions --allègement du dispositif sécuritaire à Alger lors des manifestations, libération des personnes arrêtées lors des marches--, le déploiement policier semble moins massif que les semaines précédentes dans la capi-

tale, selon un journaliste de l'AFP sur place. Pour les partisans du "Hirak", l'interdiction de l'université d'été de l'association citoyenne Rassemblement action jeunesse et d'une réunion de l'Alternative démocratique, composée de plusieurs partis d'opposition, marque cependant le raidissement du régime. Vendredi, plusieurs manifestants ont aussi été interpellés avant le début officiel du cortège, a rapporté sur Twitter Saïd Salhi, vice-président de la Ligue algérienne de Défense des droits de l'Homme. Selon le "Comité National pour la Libération des Détenus", créé ces derniers jours autour notamment des familles et avocats de personnes arrêtées dans les manifestations, une quarantaine d'entre elles sont toujours détenues, certaines depuis juin, accusées notamment "d'atteinte à l'unité nationale" pour avoir brandi des drapeaux amazigh (berbères).

Espagne/Migration

155 migrants forcent la frontière à Ceuta

AFP
Madrid/Espagne

Un groupe de 155 migrants africains est parvenu à pénétrer vendredi dans l'enclave espagnole de Ceuta, dans le nord du Maroc, en franchissant la haute clôture hérissée de barbelés, a annoncé à l'AFP un porte-parole de la préfecture locale.

"TOUS sont originaires d'Afrique subsaharienne, la majorité de Guinée Conakry", a précisé ce porte-parole. Ils ont franchi la clôture frontalière à l'aube, à la faveur du brouillard, selon le porte-parole de la préfecture. "Certains ont escaladé la clôture, d'autres ont cassé l'une de ses portes" pour passer. Douze gardes civils qui tentaient de les intercepter ont été "légèrement blessés" à coups de pierres



Un groupe de 155 migrants africains est parvenu à pénétrer vendredi dans l'enclave espagnole de Ceuta, dans le nord du Maroc...

et de bâtons tandis que 16 migrants ont reçu des soins pour des blessures et coupures, selon la préfecture. C'est la première fois depuis un an que des migrants parviennent à forcer la haute clôture surmontée de barbelés coupants qui sépare la ville espagnole du Maroc, selon la préfecture. Les deux enclaves espagnoles au Maroc, Ceuta et

Melilla, forment les seules frontières terrestres de l'Union européenne avec l'Afrique. Depuis le début de l'année, 3.427 migrants sont parvenus à y entrer par voie terrestre, soit 18,1% de moins qu'en 2018, selon le dernier bilan du ministère de l'Intérieur. Huit jeunes migrants sont restés perchés au sommet de la clôture pendant



...en franchissant la haute clôture hérissée de barbelés.

quelques heures vendredi, criant, pleurant et implorant pour que la Garde civile les laisse passer, selon le média local El Faro de Ceuta. La préfecture a indiqué qu'ils seraient "renvoyés au Maroc". En revanche, "on ne sait pas si les 155 seront renvoyés vers le Maroc, le ministère de l'Intérieur décidera", a indiqué la préfecture de Ceuta. En août 2018, le gouverne-

ment du socialiste Pedro Sanchez avait fait renvoyer vers le Maroc 116 migrants africains, dès le lendemain de leur entrée en force à Ceuta. Ces refoulements "à chaud", justifiés par la réactivation d'un accord conclu en 1992 avec le Maroc, sont vivement dénoncés par les ONG de défense des droits des migrants.

En septembre 2018, le Conseil de l'Europe avait rappelé à l'Espagne que les migrants franchissant les clôtures de Melilla et Ceuta devaient "être protégés contre le refoulement et les expulsions collectives". Par ailleurs, quinze migrants qui avaient été secourus début août au large de la Libye par le bateau Open Arms ont débarqué vendredi dans le sud de l'Espagne, où un navire militaire les a ramenés d'Italie qui refusait de les accueillir. L'Espagne, qui était devenue en 2018 la première porte d'entrée de l'immigration clandestine en Europe, a été dépassée cette année par la Grèce, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Selon le gouvernement, 14.591 migrants sont arrivés clandestinement par la mer en Espagne depuis janvier, soit 42,5% de moins que l'an dernier.

Afrique/Investissements

Tokyo conclut son sommet africain par un coup de patte à la Chine

AFP
Yokohama/Japon

LES investisseurs étrangers en Afrique devraient veiller à ne pas surendettter les pays hôtes, a lancé vendredi le Premier ministre japonais en guise

de point final à un sommet sur l'Afrique, une allusion à peine voilée aux gigantesques projets chinois. "En apportant une assistance à l'Afrique, nous devons tenir compte du fardeau de la dette du pays qui reçoit cette aide

et faire en sorte que ce fardeau ne devienne pas excessif", a déclaré M. Abe au cours de la conférence de presse finale de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) qui a réuni plus de 50 pays du continent

à Yokohama, dans la banlieue de la capitale nipponne. Dans une déclaration finale publiée plus tôt, les participants de cette conférence co-organisée avec l'ONU, la Banque mondiale et l'Union Africaine depuis 1993,

avaient souligné l'importance d'investissements "abordables" et "de qualité". La Chine, qui a emboîté le pas au Japon avec sa propre conférence sur le développement en Afrique, le dépasse à présent largement par les

sommes qu'elle engage: 60 milliards de dollars en nouveaux financements promis au cours du sommet Chine-Afrique de l'an dernier, le double exactement des engagements de la précédente Ticad, en 2016.